



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité bi-départementale
du Calvados et de la Manche
N/Réf : 14-2024.418

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE
relatif au renouvellement de l'installation de production d'électricité utilisant
l'énergie mécanique du vent, exploitée par la société du parc éolien
Les Vaux des Roques, sur le territoire des communes
de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE

LE PRÉFET ,

VU le code de l'environnement, et en particulier les articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et l'annexe de l'article R. 511-9 valant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code des relations du public avec l'administration, et en particulier les articles L. 121-1 et L. 211-2 ;

VU le code de la défense ;

VU le code des transports, et en particulier l'article R. 6352-1 ;

VU le code du patrimoine, et en particulier l'article L. 531-14 ;

VU le code de l'énergie, et en particulier l'article L. 311-1 ;

VU le code de l'urbanisme, et en particulier l'article R. 425-29-2 ;

VU la loi n° 2023-175 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables du 10 mars 2023 ;

VU l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 modifié relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévu par l'article 13 du décret n° 2011-1697 du 1^{er} décembre 2011 relatif aux

ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU l'arrêté ministériel du 25 février 2019 relatif aux modalités de contrôle des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers ;

VU la décision du 5 avril 2018 relative à la reconnaissance d'un protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé ;

VU les permis de construire PC n° 1426803R0018 et PC n° 1474903R0008 délivrés le 23 décembre 2004 par le préfet du Calvados concernant les quatre aérogénérateurs historiques du parc éolien des Vaux des Roques et leur poste de livraison initial ;

VU la déclaration d'antériorité du 24 avril 2012 en application des articles L. 513-1 et L. 553-1 du code de l'environnement ;

VU la demande déposée le 29 novembre 2023 par la société SOCIÉTÉ DU PARC ÉOLIEN LES VAUX DES ROQUES relative au projet de renouvellement du parc éolien qu'elle exploite sur les communes de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE ;

VU les plans et éléments techniques joints à cette demande ;

VU les dispositions techniques, et notamment les bridages acoustiques et « écologiques », et les mesures d'accompagnement susceptibles d'être mises en œuvre pour la préservation des enjeux environnementaux locaux ;

VU l'avis favorable de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) du 25 mars 2024 ;

VU l'avis favorable du ministère des Armées (direction de la sécurité aéronautique d'État / direction de la circulation aérienne militaire - DSAÉ/DIRCAM) du 16 avril 2024 ;

VU le rapport du 13 août 2024 et les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 15 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de quinze jours à compter de sa notification pour faire part de ses observations conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire formulées par courriel du 29 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du livre I, titre VIII, chapitre I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation était exploitée avant la création de la rubrique 2980 et l'encadrement des parcs éoliens sous la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, cette installation bénéficie de l'autorisation environnementale par antériorité ;

CONSIDÉRANT que le parc éolien des Vaux des Roques est réputé autorisé au titre du code de l'énergie, car inférieur au seuil de puissance qui soumet à autorisation administrative toute exploitation d'une nouvelle installation de production d'électricité ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit le démantèlement et le remplacement des quatre aérogénérateurs existants par quatre nouveaux aérogénérateurs d'une hauteur en bout de pale de 150 mètres et de puissance unitaire maximale de 3,45 MW et deux postes de livraison ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les tiers mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, dans le cadre des garanties financières et afin d'être en mesure de répondre aux objectifs des articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement, de fixer le montant prévu par l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le fonctionnement optimisé des aérogénérateurs et les suivis d'activité et de mortalité de la faune volante, sont de nature à éviter et à réduire l'impact du parc éolien renouvelé sur la biodiversité ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas de nature à changer de manière substantielle les conditions de fonctionnement du parc, ni à engendrer des impacts significativement différents, sous réserve de l'application des mesures techniques définies dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, les modifications projetées peuvent être qualifiées de notables et non substantielles au titre des articles R. 122-2 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que conformément aux articles L. 181-3, L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont ainsi réunies ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général ;

ARRÊTE :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1^{er} : Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité en application de l'article L. 311-1 du code de l'énergie ;
- de dispense de permis de construire au titre de l'article R. 425-29-2 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SOCIÉTÉ DU PARC ÉOLIEN LES VAUX DES ROQUES (SIRET : 477 931 240 00055), ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est domicilié au 71 rue Jean Jaurès – 62575 BLENDECQUES, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1^{er}, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Conditions de l'autorisation

La présente autorisation environnementale est prise dans le cadre du renouvellement (« repowering ») du parc éolien existant exploité par la société SOCIÉTÉ DU PARC ÉOLIEN LES VAUX DES ROQUES, constitué de quatre aérogénérateurs sur les communes de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE et bénéficiant d'un régime d'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément aux données techniques contenues dans le dossier joint à la demande de renouvellement déposé par l'exploitant, le chantier de démantèlement du parc éolien existant et de construction du nouveau parc éolien est mutualisé.

Les opérations de démantèlement et de remise en état du parc existant sont conformes aux dispositions prévues par la section 7 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées. Un rapport de fin de travaux est établi à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 : Situation de l'établissement

Les installations et utilités concernées par les prescriptions objet du présent arrêté sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert 93 - RGF 93	Coordonnées WGS 84	Commune	Parcelles cadastrales (section et n°)
Aérogénérateur n° E8	X : 469299.80 Y : 6889773.16	N 49°3'58.6649" O 0°9'27.8172"	VALAMBRAY	OL 0020
Aérogénérateur n° E9	X : 469613.62 Y : 6889533.12	N 49°3'51.3068" O 0°9'11.8980"	VALAMBRAY	OL 0049
Aérogénérateur n° E10	X : 469921.26 Y : 6889284.79	N 49°3'43.6727" O 0°8'56.2675"	VALAMBRAY	OL 0053
Aérogénérateur n° E11	X : 470236.30 Y : 6889036.72	N 49°3'36.0554" O 0°8'40.2752"	MÉZIDON VALLÉE D'AUGE	ZO 0001
Poste de livraison n° 1	X : 470073.30 Y : 6889257.15	N 49°3'42.97" O 0°8'48.73"	VALAMBRAY	OL 0051
Poste de livraison n° 2	X : 470205.45 Y : 6889165.82	N 49°3'40.19" O 0°8'42.05"	MÉZIDON VALLÉE D'AUGE	ZO 0001

Elles comportent des équipements connexes, notamment un réseau électrique enterré, des plateformes de montage, des aires de stockage temporaire des pales, des pistes d'accès à aménager et des pistes d'accès à créer.

ARTICLE 5 : Conformité au dossier de demande de renouvellement

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, seront construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande de renouvellement déposé le 29 novembre 2023 par l'exploitant.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 6 : Détermination par l'exploitant d'un référent

Dès la mise en service industrielle du parc renouvelé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les coordonnées du responsable d'intervention du parc au sens de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé. Ces coordonnées sont actualisées autant que nécessaire.

Le cas échéant, sur demande de l'inspection des installations classées, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible sur site à une date convenue avec l'inspection. En cas d'urgence, le responsable d'intervention ou toute autre personne de son équipe ayant la même connaissance de l'installation doit pouvoir se rendre disponible dans un délai maximal de trois jours ouvrés.

ARTICLE 7 : Changement d'exploitant

Conformément aux articles R. 181-47 et R. 515-104 du code de l'environnement, en cas de changement d'exploitant du parc éolien :

- le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire ;
- cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois ;
- si le changement intervient après la mise en service industrielle du parc éolien, le nouvel exploitant joint à la déclaration prévue à l'article R. 181-47 le document mentionné à l'article R. 515-102 attestant des garanties financières qu'il a constituées.

TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L. 512-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 8 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

L'installation relève du régime de l'autorisation prévu à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs : 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	4 aérogénérateurs d'une puissance unitaire maximale de 3,45 MW : <ul style="list-style-type: none"> • hauteur maximale mât + nacelle : 89 m • hauteur totale maximale en bout de pale : 150 m • diamètre maximal du rotor : 126 m • garde au sol minimale : 24 m • puissance totale maximale installée : 13,8 MW et 2 postes de livraison	A

A : Installation soumise à autorisation

ARTICLE 9 : Garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les installations visées à l'article 8.

Article 9.1 : Établissement des garanties financières

Conformément aux articles R. 515-101 à R. 515-103 du code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 8 est subordonnée à la constitution des garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant, les opérations de remise en état du site prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions des articles L. 515-46 et R. 515-101 du code de l'environnement, la responsabilité de la société mère pourra être recherchée en cas de défaillance de l'exploitant.

Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié susvisé.

Conformément à l'article R. 515-102 du code de l'environnement, les conditions de transmission au préfet de l'attestation de constitution des garanties financières fixées au III de l'article R. 516-2 du même code s'appliquent. L'exploitant adresse, par ailleurs, une copie de l'attestation à l'inspection des installations classées.

Article 9.2 : Montant des garanties financières

Selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, le montant initial des garanties financières à constituer s'élève à :

$$M = \sum (Cu) = 4 \times 111\,250 \text{ €} = \mathbf{445\,000 \text{ €}}$$

où le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par la formule suivante :

$$Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (P-2)$$

avec P la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle du parc renouvelé, puis tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

Article 9.3 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document justificatif dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 9.4 : Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 9.5 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et ce, après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constatée, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, à réception de l'attestation prévue par l'article R. 515-108.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.

ARTICLE 10 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement. Il met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement appropriées prévues pour les phases chantiers indiquées dans le dossier joint à sa demande de renouvellement.

Article 10.1 : Période du chantier

Les travaux de terrassement des éoliennes, de création des nouveaux chemins d'accès et de raccordement sont réalisés durant la période s'étalant du 1^{er} août au 31 mars de l'année suivante et, dans la mesure du possible, au cours de périodes où le sol n'est pas gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage. Plus généralement, le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologie de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un écologue.

Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22h-5h.

Article 10.2 : Information des riverains

L'exploitant s'engage à informer les riverains des différentes phases de travaux via notamment la mise en place de panneaux de signalisation. Une attention particulière est apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.

Si des déviations s'avéraient nécessaires, celles-ci se feront dans le respect de la réglementation applicable et en informant les autorités concernées.

Article 10.3 : Protection des enjeux écologiques existants

Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Sur les conseils d'un écologue, l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles préalablement au lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires à en garantir la préservation. Il communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.

Les boisements, haies, talus, accotements enherbés sont préservés lors de la phase de chantier des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage des matériaux, bruit...).

Les milieux sont restaurés dans leur état écologique initial après chantier.

Article 10.4 : Protection des sols et de la ressource en eau

Toutes les dispositions sont prises afin de réduire les impacts au milieu naturel et les effets d'une pollution accidentelle. En particulier :

- l'artificialisation des sols est minimisée et les emprises du chantier limitées. En outre, le chantier utilise au maximum les accès existants. Les chemins permettant d'accéder au site seront si besoin renforcés pour le passage des engins et poids lourds. Les chemins utilisés lors de la phase chantier sont remis dans l'état dans lequel ils étaient avant les travaux lorsqu'une dégradation est constatée ;
- il n'y a pas de raccordement aux réseaux d'eau existants (eau, assainissement...), ni de prélèvement d'eau dans le milieu ;
- le décapage des sols est réalisé au minimum et de manière séparative, sans mélange des terres végétales et des stériles. Les terres végétales sont stockées à proximité des zones de travaux afin d'être réutilisées pour le réaménagement du site après travaux ;
- des mesures sont mises en œuvre afin d'éviter toute pollution au droit du site ;
- les camions et engins circulent uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées à cet effet ;
- l'entretien et le ravitaillement des engins sont réalisés sur une aire de rétention étanche ;
- le lavage des camions-toupie est effectué à proximité du chantier, sur une zone adaptée (avec bacs de décantation des eaux de lavage équipés d'un filtre géotextile...) ;
- les déchets et produits polluants sont triés et stockés sur rétention, puis envoyés vers une filière de traitement adaptée ;
- des dispositifs anti-pollution sont à la disposition des intervenants.

L'exploitant définit et met en œuvre avec les entreprises intervenant sur le chantier un cahier des charges environnemental définissant précisément la conduite des travaux et les procédures à mettre en place pour répondre aux exigences environnementales, notamment en termes de gestion et d'élimination des déchets (tri sélectif) et des matériaux extraits, de délimitation des zones à enjeu et de protection du milieu contre les pollutions (moyens de rétention et de traitement des polluants, lieux sécurisés et balisés de stationnement des engins...).

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et l'équipe travaux. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, en outre, les personnes et organismes (sociétés de dépollution) à contacter en cas de déversements accidentels qui sont susceptibles d'intervenir immédiatement sur le site, ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant fournit ce plan d'intervention et sensibilise l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur le cas de pollution accidentelle.

Les documents précités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le périmètre du chantier, bien délimité, doit permettre de préserver l'espace de tout dérangement superflu et de ne pas engendrer d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire. Les surfaces non nécessaires à l'exploitation du parc sont remises en état et restituées à leur usage initial.

Article 10.5 : Protection du patrimoine archéologique

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 531-14 du code du patrimoine, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques par suite de travaux ou d'un fait quelconque,

l'exploitant doit en faire la déclaration immédiate au maire de la commune concernée et au service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Article 10.6 : Informations sur l'avancement du chantier

L'inspection des installations classées, les services de la Défense (sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile) et la délégation de l'aviation civile (direction régionale Ouest du service national d'ingénierie aéroportuaire de la DGAC) sont tenus informés par l'exploitant, au moins un mois avant le début des travaux :

- des dates de début et de fin des travaux conduisant au démantèlement du parc éolien existant ;
- des dates de début et de fin des travaux conduisant à la mise en service opérationnelle du parc éolien objet du renouvellement ;
- des coordonnées exactes des nouveaux aérogénérateurs, avec leur cote NGF à la base et au sommet.

Dans le mois qui suit l'implantation des nouveaux aérogénérateurs, l'exploitant s'assure, par un relevé des coordonnées géographiques et altimétriques, de la conformité des mâts et de la hauteur maximale en bout de pales. Il tient cette vérification à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'écart, il en informe sans délai les autorités compétentes intéressées.

La déclaration d'ouverture de chantier (DOC), la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) et la date de mise en service industrielle sont également transmises à la délégation de l'aviation civile, à la sous-direction de la circulation aérienne militaire Nord et à l'inspection des installations classées.

Les mêmes interlocuteurs sont prévenus dès lors que chaque aérogénérateur est mis en service.

ARTICLE 11 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

Article 11.1 : Réduction des facteurs d'attractivité du parc éolien

Pendant l'exploitation du parc renouvelé, tous les facteurs suivants, susceptibles notamment d'attirer les chiroptères vers les aérogénérateurs, sont limités :

- tous les aérogénérateurs, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chiroptères à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques ;
- les aérogénérateurs et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. Au niveau des plateformes, il est proscrit toute plantation ou semis de prairie ou de jachère [Mesure MR 1.1e] ; toute recolonisation naturelle de type friche est évitée par fauche. L'entretien de la base de l'aérogénérateur (plateforme et abords) proscrit l'utilisation d'herbicide ;
- il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité. Cet éclairage ne doit pas se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.

Article 11.2 : Mise en place d'un plan de bridage acoustique

L'exploitant met en place les plans de bridage et mesures qui s'avèrent nécessaires au respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, prévus dans le dossier joint à sa demande de renouvellement [Mesure MR 3.2b].

L'efficacité de ce plan de bridage est vérifié au cours de la première année suivant la mise en service du parc renouvelé, au moyen de l'étude acoustique mentionnée à l'article 13.1 du présent arrêté.

En cas de non-conformité des émissions sonores, des actions correctives sont mises en œuvre conformément à l'article 16.2 du présent arrêté.

Une nouvelle étude acoustique est également menée au plus tôt si le bridage est allégé après accord de l'inspection des installations classées.

Article 11.3 : Mise en place d'un plan de bridage en faveur des chiroptères

Dès la mise en fonctionnement du parc éolien renouvelé, tous les aérogénérateurs ont un bridage opérationnel et efficace pour les chiroptères. Ce bridage consiste à arrêter la rotation des pales de chaque aérogénérateur suivant les critères définis ci-après en tant que conditions favorables à l'activité des chiroptères. Afin d'éviter la mise en route intempestive des machines, il est nécessaire de régler au minimum ou au maximum l'angle d'attaque des pales pour que le vent ne les entraîne pas, ou en faisant pivoter la nacelle pour que les pales ne soient plus face au vent.

Ce bridage est opérationnel dans les conditions météorologiques, périodes et horaires réunies suivantes :

Critères / Aérogénérateur concerné	E8	E9, E10 et E11
Période	Du 1 ^{er} avril au 31 octobre	Du 1 ^{er} avril au 31 octobre
Horaires	1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil	Du coucher du soleil au lever du soleil
Température	Supérieure ou égale à 8 °C	Supérieure ou égale à 12 °C
Vitesse de vent	Inférieure ou égale à 7 m/s	Inférieure ou égale à 6 m/s
Pluviométrie	En l'absence de précipitation ou des précipitations inférieures à 0,2 mm/h	En l'absence de précipitation ou des précipitations inférieures à 0,2 mm/h

Ces paramètres s'entendent à hauteur de nacelle. Ils pourront être revus suite aux résultats des suivis d'activité et de mortalité post-implantation définis à l'article 11.10 *infra* et ce dès l'année N+1. Pour tout renforcement nécessaire (période plus importante, ajout de période, augmentation de la vitesse de vent ou de la température), l'exploitant met en œuvre ces modifications tout en informant dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées. Pour tout assouplissement des paramètres fixés (réduction des périodes, de la vitesse de vent et/ou de la température), les nouvelles modalités de bridage envisagées par l'exploitant et dûment justifiées sont soumises à accord préalable par l'inspection des installations classées.

Article 11.4 : Dispositions spécifiques aux différents plans de bridage

Les différents plans d'optimisation/de bridage et/ou d'arrêt des aérogénérateurs prévus par le présent arrêté, que ce soit pour les chiroptères ou pour les niveaux acoustiques, sont renforcés, ajustés ou supprimés au regard des résultats des mesures réalisées et après accord de l'inspection des installations classées.

Le parc éolien est conçu de façon à fonctionner avec plusieurs plans de bridage simultanés (chiroptères, acoustique...) de manière à répondre à l'ensemble des problématiques considérées.

Article 11.5 : Défaillance des équipements participant à la chaîne de réalisation du plan de bridage

La défaillance du bridage est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des aérogénérateurs du parc. L'exploitant formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les

équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage. Il établit une procédure détaillée de gestion des dysfonctionnements et la tient à disposition de l'inspection.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. Il dispose de trois jours ouvrés à compter de la défaillance pour apporter une solution technique. Au-delà de ce délai, les aérogénérateurs concernés par la défaillance sont mis à l'arrêt tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

Les défaillances du plan de bridage sont notifiées dans un registre de défaillance et de maintenance. Ce registre liste l'ensemble des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, la date de réparation, la date de remise en route du ou des aérogénérateurs concernés.

Article 11.6 : Dispositions relatives aux mesures d'adaptation du fonctionnement des aérogénérateurs

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de l'effectivité des différentes mesures de bridage définies dans le présent arrêté et proposées suite aux différents contrôles. Celui-ci tient à disposition de l'inspection des installations classées un enregistrement des paramètres de fonctionnement des aérogénérateurs. Ces paramètres permettent de justifier le mode de fonctionnement des installations.

Article 11.7 : Mesure d'accompagnement – Création d'une jachère

Dans le cadre de la perte de milieux de reproduction et de chasse de certaines espèces, des parcelles refuges en jachère de type faune sauvage telles qu'elles sont définies dans le dossier de demande de renouvellement [Mesure A3.c], sont mises en place avant le début des travaux d'implantation des aérogénérateurs. La surface allouée à cette mesure d'accompagnement est d'au minimum un hectare. Les parcelles identifiées pour accueillir ces aménagements sont situées à proximité du parc, à moins de 5 kilomètres des implantations et à plus de 300 mètres de tout aérogénérateur, en privilégiant les espaces de plaine.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la pérennité de cette mesure pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien renouvelé. Des conventions sont établies, le cas échéant, avec les propriétaires fonciers afin de garantir le maintien dans le temps de ces aménagements et de leur fonctionnalité. Ces aménagements sont réalisés dans l'objectif de renforcer les liaisons entre les différents réservoirs de biodiversité.

Article 11.8 : Mesures d'accompagnement en faveur des chiroptères et de l'avifaune

Conformément aux dispositions présentées par l'exploitant dans son dossier de demande de renouvellement, l'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement suivantes :

- l'aménagement de quatre gîtes artificiels à chiroptères [Mesure A3.a] sur des bâtiments publics de communes limitrophes au parc renouvelé ;
- des mesures de sauvegarde des nichées de Busards [Mesure A4.2b] par un repérage en période de parade nuptiale des secteurs de nidification des Busards dans un rayon de 5 kilomètres autour du parc puis la détection, la protection et le balisage des nids, chaque année jusqu'à la fin de l'exploitation du parc renouvelé ;
- la mise en place annuelle de huit « fenêtres » (ouvertures non semées) au sein de parcelles cultivées favorables à l'installation de l'Oedicnème criard et de l'Alouette des champs, représentant au total 80 m² d'aménagement répartis sur 4 hectares de culture, dans un rayon de 10 kilomètres autour du parc renouvelé et à plus de 300 mètres de tout aérogénérateur, pendant la durée d'exploitation du parc renouvelé [Mesures A5.a].

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de suivi de ces mesures d'accompagnement.

Article 11.9 : Système de vidéo détection en cas de danger de collision avec l'avifaune

Afin de réduire les risques de collision avec les aérogénérateurs, en cas de mortalité constatée au cours des cinq premières années de suivi post-implantation sur :

- la Cigogne blanche à partir d'un individu,
- les rapaces à partir d'un individu pour les Busards, toutes espèces confondues,
- les rapaces à partir de quatre individus pour les autres espèces, toutes espèces confondues (Buse variable...),
- les laridés à partir de deux individus pour les Goélands argentés et les Goélands bruns,

l'exploitant équipe le parc éolien d'un système de détection automatique de l'avifaune (SDA), la période d'effectivité de ce système s'étalant de mars à fin octobre.

Les éléments relatifs au niveau de performance et aux caractéristiques techniques attendus du SDA seront portés à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées, avant sa réalisation.

Article 11.10 : Suivis complémentaires de mortalité et de l'activité des chiroptères et de l'avifaune

L'exploitant met en place un suivi renforcé de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères. Ce suivi comprend :

- un suivi approfondi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères comprenant *a minima* 30 sorties réparties entre les semaines 14 et 43 au pied de chaque aérogénérateur, lors des années N+1, N+2, N+3, N+5 puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation, l'année N étant l'année de mise en fonctionnement des aérogénérateurs. En cas de mortalité significative, l'exploitant propose des mesures correctives soumises à validation de l'inspection des installations classées ;
- un suivi renforcé de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle au niveau de l'aérogénérateur E8, *a minima* entre les semaines 14 et 43, lors des années N+1, N+2, N+3, N+5 puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation ;
- un suivi renforcé de l'activité de l'avifaune lors des années N+1, N+2, N+3, N+5 puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation du parc.

Ces suivis sont réalisés suivant les dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres approuvé par décision ministérielle du 5 avril 2018 susvisé ou par un nouveau protocole en vigueur.

Par ailleurs, l'exploitant met en place un suivi spécifique (présence et comportement) de l'évolution post-implantation des populations de Cigogne blanche, de Busard Saint-Martin, d'Oedicnème criard et d'Alouettes des champs dans la même périodicité des suivis environnementaux susmentionnés. Ce suivi spécifique doit notamment permettre une quantification des couples au sein de l'aire d'étude immédiate (500 m), la protection des nids de Busards s'ils sont menacés par la moisson et l'identification des rassemblements post-nuptiaux d'Oedicnèmes criards en période inter-nuptiale. Dans le cas de la découverte d'un nid de Busard, il s'agira *a minima* de le signaler et/ou le protéger des travaux agricoles (passage des engins) et *a maxima* de déplacer les jeunes dans une zone protégée. La présence d'autres nicheurs des cultures sera également évaluée. Ce suivi écologique doit notamment permettre d'évaluer les mesures d'accompagnement prévues aux articles 11.7 et 11.8 *supra*.

La réalisation de ces suivis contribue au suivi prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées. Les rapports de suivi environnemental sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus six mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.

Article 11.11 : Intégration paysagère

Le nombre d'accès à créer et les travaux associés sont limités. Autant que possible, les chemins d'accès aux aérogénérateurs ne sont pas bitumés et sont régulièrement entretenus par l'exploitant.

L'ensemble du réseau électrique interne lié au parc est enterré.

La couleur des postes de livraison et/ou leur habillage facilitent leur insertion dans le paysage.

ARTICLE 12 : Gestion des déchets

Sans préjudice du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, l'exploitation est dotée d'une organisation adaptée permettant le tri de chaque catégorie de déchets. Cette organisation est formalisée dans une consigne écrite.

Les récipients contenant une substance ou un mélange dangereux sont rangés dans des locaux adaptés en veillant à la compatibilité des substances ou mélanges. Les bidons vides sont stockés et évacués en tant que déchets dans une structure adaptée.

Conformément à la réglementation sur les déchets, les bordereaux de suivi des déchets et le registre des déchets sortants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 13 : Autosurveillance

En complément des mesures d'autosurveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'autosurveillance complémentaire défini au présent article.

Article 13.1 : Autosurveillance des niveaux sonores

Conformément à son dossier de demande de renouvellement, l'exploitant met en place un plan de bridage dès la mise en service industrielle du parc renouvelé. La traçabilité de la mise en place de ce bridage est assurée. Une campagne de mesures acoustiques est réalisée dans les douze mois après la mise en service des nouvelles installations, par un organisme ou une personne qualifiée, pour s'assurer de la conformité des installations.

Ce contrôle vise à vérifier le respect des émergences réglementaires, conformément à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pour les différentes zones à émergences réglementées susceptibles d'être impactées par le projet.

Les contrôles portent sur les directions et vitesses de vent à enjeux rencontrées sur le site et pouvant conduire à un non-respect des exigences réglementaires.

Ces contrôles sont effectués selon les dispositions du protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées, dans sa version en vigueur. Ils sont effectués indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'inspection des installations classées pourra demander.

Les résultats de l'étude acoustique sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'absence d'évolution des émissions acoustiques est vérifiée au moyen d'un contrôle acoustique réalisé tous les dix ans suite à la première étude de réception acoustique du parc renouvelé.

Article 13.2 : Suivi de l'avifaune et des chiroptères

Le suivi de mortalité des chiroptères et de l'avifaune, ainsi que le suivi de l'activité des chiroptères et de l'avifaune sont prévus à l'article 11.10 du présent arrêté.

Les résultats de ces suivis, les conclusions ainsi que, le cas échéant, les mesures envisagées sont transmis à l'inspection des installations classées.

Conformément aux dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres approuvé par décision ministérielle du 5 avril 2018 :

- si le suivi mis en œuvre conclut à l'absence d'impact significatif sur les chiroptères et sur les oiseaux, le prochain suivi sera effectué dans les conditions mentionnées à l'article 11.10 du présent arrêté ;
- si le suivi met en évidence un impact significatif sur les chiroptères ou sur les oiseaux, des mesures correctives de réduction doivent être mises en place et un nouveau suivi doit être réalisé l'année suivante (ou à une date définie en concertation avec les services instructeurs dans les cas où la nature de la mesure de réduction mise en œuvre le nécessite) pour s'assurer de leur efficacité.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comprenant tous les documents permettant de suivre l'efficacité des mesures susvisées (rapport des suivis, cahier d'enregistrement des dates de fauche, enregistrements permettant de justifier de l'arrêt des éoliennes...).

Par ailleurs, l'exploitant maintient à disposition sur le parc une fiche de notification visant la déclaration d'incident de faune volante en vertu de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande. Des mesures conservatoires devront être prises le temps de l'instruction de la dérogation.

ARTICLE 14 : Contribution aux inventaires du patrimoine naturel

Conformément aux dispositions des articles L. 411-1 A, L. 122-1-VI et R. 122-12 du code de l'environnement, l'exploitant contribue aux inventaires du patrimoine naturel.

Les données acquises à l'occasion des différentes campagnes de suivi sont téléversées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandaté à cette fin, sous un mois après obtention des conclusions.

L'ensemble des études et des données est mis en ligne, sous un format ouvert et aisément réutilisable, au moyen de la plateforme « dépôt légal de données de biodiversité » mise à disposition et accessible à l'adresse suivante : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr>

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées. Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.

ARTICLE 15 : Balisage

Les dispositions de l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne sont respectées. L'exploitant est responsable de son fonctionnement et de son entretien.

Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage et à défaut d'argumentaire fourni au préfet en démontrant l'impossibilité, le balisage lumineux des aérogénérateurs est rendu synchrone avec celui des parcs situés à proximité.

Une télésurveillance ou des procédures d'exploitation spécifiques sont assurées afin de pouvoir signaler toute défaillance ou interruption du balisage aux services de l'aviation civile et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 16 : Actions correctives

Article 16.1 : Cas général

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application des dispositions du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients significatifs pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Pour toute action corrective menée sur le parc, l'exploitant précise sur un registre les actions réalisées et le tient à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier l'effectivité des différentes mesures mises en place sur le parc éolien.

Article 16.2 : Disposition spécifique à la réception et aux mesures ultérieures des niveaux acoustiques

Dans le cas de la réception acoustique du parc renouvelé ou de toute mesure ultérieure conduisant à constater un dépassement des valeurs d'émergences acoustiques et des niveaux sonores, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme.

L'exploitant initie un nouveau contrôle pour justifier de la conformité des installations, dans un délai inférieur à 2 mois à compter du constat des dépassements, et prend les actions correctives nécessaires suite à ce nouveau contrôle. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 17 : Incidents ou accidents

Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les mortalités d'espèces protégées font l'objet d'un signalement à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie dès que l'exploitant en a connaissance pour les espèces menacées ou quasi menacées (catégories NT, VU, EN, CR) suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale en vigueur.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgences prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 18 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande de renouvellement déposé le 29 novembre 2023 ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le registre de défaillances et de maintenance, notamment en ce qui concerne les plans de bridage ;
- les bordereaux de suivi des déchets et le registre des déchets sortants ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, de suivis et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents rédigés en français peuvent être informatisés et, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

ARTICLE 19 : Porter à connaissance

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 20 : Cessation d'activité

Sans préjudice du respect des mesures fixées aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement et des mesures de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, l'usage visé pour les terrains libérés, en cas de cessation d'activité, est le suivant : usage agricole.

Avant la cessation définitive de l'exploitation, si le propriétaire d'un terrain souhaite un autre usage futur pour son terrain (exemple : conserver une plateforme), l'exploitant du parc éolien a la possibilité de réaliser le porter à connaissance de modifications prévu à l'article R. 181-46.

TITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU CODE DE L'ÉNERGIE ET A LA QUALITÉ DES OUVRAGES

ARTICLE 21 : Nature de l'autorisation d'exploiter

En application des articles L. 311-6 et R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien des Vaux des Roques renouvelé, d'une capacité de production maximale de 13,8 MW, est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du même code.

ARTICLE 22 : Obligations relatives au respect de la réglementation technique

Les travaux consistant à la modification du réseau interne du parc éolien des Vaux des Roques et de ses postes de livraison seront exécutés, sous la responsabilité de la société SOCIÉTÉ DU PARC ÉOLIEN LES VAUX DES ROQUES, conformément au dossier joint à la demande et dans le respect de la réglementation technique, des normes et des règles de l'art en vigueur.

ARTICLE 23 : Obligations relatives à la création d'un réseau électrique

Article 23.1 : Contrôle de conformité des ouvrages

L'exploitant s'assure du respect des exigences fixées par l'article R. 323-40 du code de l'énergie relatives au contrôle des ouvrages. L'exploitant informe le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie de la réalisation de ce contrôle et lui en transmet, sur sa simple demande, le compte-rendu.

Article 23.2 : Guichet unique

L'exploitant procède aux déclarations préalables aux travaux de construction de l'ouvrage en application des dispositions des articles L. 554-1 et suivants et R. 554-1 et suivants du code de l'environnement qui sont relatives à la sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

En application des dispositions des articles L. 554-1 à L. 554-4 et R. 554-1 et suivants du code de l'environnement, l'exploitant procède également à l'enregistrement des ouvrages sur le guichet unique avant la mise en service de l'installation.

TITRE IV : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU CODE DE L'URBANISME

ARTICLE 24 : Formalités au titre du code de l'urbanisme

Conformément à l'article R. 425-29-2 du code de l'urbanisme, les travaux exécutés sur des éoliennes terrestres faisant l'objet d'un arrêté complémentaire pris sur le fondement de l'article R. 181-45 sont dispensés de formalité au titre du code de l'urbanisme.

ARTICLE 25 : Aspect

Les inscriptions (logos, marques), à l'exception des informations techniques et de sécurité qui pourront être apposées sur la porte d'accès à la tour, sont interdites y compris sur la nacelle.

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 26 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 27 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 28 : Réserve et droit des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

En application de l'article R. 181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la

présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 29 : Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés aux articles R. 181-48 et R. 515-109 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de justice administrative, auprès de la cour administrative d'appel de Nantes (2 place de l'Édit de Nantes - BP 18529 - 44185 NANTES Cedex 4) :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de cet arrêté sur le site internet de la préfecture du Calvados ou de l'affichage en mairies dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à partir de la dernière formalité accomplie : si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

La cour administrative d'appel de Nantes peut également être saisie par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 30 : Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée en mairies de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 31 : Exécution

Le Secrétaire général, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et les maires de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Caen, le **23 SEP. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,



Stéphane SINAGOGA

Copie adressée à :

- Messieurs les maires de VALAMBRAY et de MÉZIDON VALLÉE D'AUGE
- Monsieur le président de la communauté de communes VAL ÈS DUNES
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération LISIEUX NORMANDIE

ANNEXE 1: Plan de localisation

